

SPUQ INFO

BULLETIN DE LIAISON DU SYNDICAT DES PROFESSEURS ET PROFESSEURES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL



Numéro spécial : course au rectorat //

Un vrai choix !

// LE COMITÉ EXÉCUTIF

Le débat entre les deux candidats dans la course au rectorat de l'UQAM organisé par le SPUQ le 19 octobre dernier a procuré aux quelque 200 collègues présents l'occasion de constater la distance qui sépare la vision et les positions de chacun relativement aux gestes à poser pour développer l'UQAM en tant qu'université publique à vocation généraliste dotée d'une aura particulière, mais plombée par une dérive gestionnaire et la précarité financière.

Leurs réponses dans ce bulletin spécial du *SPUQ-Info* à quatre questions générales permettent d'inscrire les candidats dans des horizons et des registres d'action pratiquement opposés. D'un côté, Robert Proulx propose de replacer l'académique au cœur de l'UQAM et de soutenir son rayonnement sur le plan international en multipliant les partenariats. De l'autre côté, Gérald Larose propose de replacer l'université, dont l'UQAM, au cœur de la société québécoise en tant que service public et de mieux appuyer les unités de base, programmes et départements.

Il est aisé de tracer une ligne de partage entre les discours des candidats. D'un côté, Robert Proulx inscrit sa vision du développement et la gestion quotidienne de l'UQAM dans la continuité de la direction sortante, que le corps professoral a maintes fois dénoncées au cours des dernières années. Le candidat Proulx peut-il suffisamment se dissocier de l'héritage Corbo? De l'autre côté, Gérald Larose ancre sa conception du développement et du fonctionnement de l'UQAM dans ses principes fondateurs, que la crise du milieu universitaire entourant le récent conflit étudiant a ramenés au centre des débats. Le candidat Larose peut-il suffisamment susciter l'enthousiasme des collègues envers son projet?

Devant ce choix véritable, qui s'incarne en outre dans la personnalité des candidats, les professeures, professeurs et les maîtres de langue doivent voter en grand nombre pour que l'UQAM en sorte gagnante. □

291
26 octobre 2012

SOMMAIRE //

- UN VRAI CHOIX ! comité exécutif - I
- RÉPONSES DE GÉRALD LAROSE ET DE ROBERT PROULX AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE SPUQ - 2

**SCRUTIN
POUR LE RECTORAT
DU 29 OCTOBRE AU 5 NOVEMBRE**



Réponses de Gérald Larose et de Robert Proulx aux questions posées par le SPUQ*

I. Comment vous situez-vous devant ce qui apparaît aux yeux de plusieurs comme une antinomie : être redevable envers la communauté universitaire que vous représentez ou être redevable envers le gouvernement qui compte sur vous pour appliquer ses politiques ?

GÉRALD LAROSE :

Un recteur n'est nullement redevable envers un gouvernement ou tout autre agent extérieur, quel qu'il soit. C'est le principe de la liberté académique, ou de la liberté universitaire. L'Université est un espace libre où l'on pense, dit et enseigne sur la base de l'esprit critique et intellectuellement curieux, ce qui donne lieu à des débats entre différents courants scientifiques, artistiques, littéraires ou philosophiques, à l'intérieur et en dehors du champ disciplinaire. Ce qui compte, c'est l'ouverture, et à cet égard l'apport des étudiantes, étudiants est essentiel à l'évolution de la pensée. On en a eu un vibrant exemple ce printemps!

Les gouvernements ont leurs propres vues sur les universités, et ce, dans une perspective d'assez court terme alors que les universités ont la vie longue et une capacité d'anticipation supérieure. Il y a là une dichotomie qui explique en partie les tensions inévitables entre le milieu universitaire et tout gouvernement. Ce n'est là rien d'exceptionnel ni de passager. Cette dichotomie existe d'ailleurs entre l'université et tous les lieux de pouvoir. L'autonomie universitaire est donc essentielle si l'on veut s'assurer que l'Université, comme institution, serve l'intérêt de la société dans son ensemble. Voilà pourquoi j'ai toujours considéré l'Université comme service public, et toujours je me battraï pour qu'il en soit ainsi!

Le rôle du recteur est notamment d'expliquer et de défendre cette notion de l'Université comme service public sur toutes les tribunes. Pas seulement devant le gouvernement ou le ministre de tutelle, mais devant tous les ministères, devant les entreprises, devant tous les groupes de pression et même devant les demandes intempestives qui nous sont faites. Notre premier rôle, c'est celui de l'accessibilité, particulièrement à l'UQAM. Celui d'offrir une gamme de programmes qui réponde aux besoins. Nous avons aussi la responsabilité d'offrir à nos troupes un environnement propice à l'accomplissement tout autant de la mission de l'UQAM que de la carrière professionnelle s'agissant en particulier du corps professoral.

Notre responsabilité additionnelle est de contribuer au soutien et au développement des organisations qui se placent elles-mêmes au service de la société, en ayant avec elles des relations ouvertes et de proximité. Mais des relations je dirais « inorganiques », parce que l'université n'est ni à vendre ni à prendre! Elle n'appartient à personne, sinon à la société, et la meilleure forme

ROBERT PROULX :

La Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire demande deux choses à cet égard : que les universités remettent à la ministre un bilan financier qui sera déposé à l'assemblée nationale, ce qui est une exigence foncièrement démocratique d'imputabilité dans l'utilisation de fonds publics et non l'expression d'une servilité au gouvernement; que les établissements universitaires rendent compte annuellement à la ministre de leur développement et de leurs perspectives afin qu'en soit saisie la commission parlementaire de l'éducation, ce qui est un mode de reddition de comptes respectant l'autonomie universitaire tout en donnant l'occasion aux élus d'être informés et d'exprimer leurs préoccupations.

Le dépôt de ces rapports auprès des élus est un moment important pour le recteur, puisque l'occasion lui est donnée de faire sur la place publique un exposé systématique des réalisations de l'UQAM, de l'utilisation que nous faisons de nos ressources et de nos besoins, notamment en ce qui a trait au financement des volets spécifiques de notre mission.

Il n'y a donc pas antinomie, mais bien plutôt une occasion incontournable de représenter l'UQAM et de mettre en valeur le travail de tous.

Pour ce qui est d'être redevable à la communauté, la présente consultation en indique clairement les enjeux. J'ai fait connaître les orientations que je vous propose de mettre de l'avant comme recteur et j'ai l'intention d'agir clairement, avec détermination et de manière transparente à ce qu'elles se concrétisent. Je prends ainsi l'engagement de défendre l'autonomie de l'UQAM, à la fois dans sa mission générale et dans la réalisation des objectifs que nous nous donnons. C'est là la juste cause d'un recteur, de tout recteur : la défense informée et incessante de notre contribution au développement social par la formation et la recherche, le rappel sur toutes les tribunes de la valeur et de l'importance de la liberté académique et la mise en valeur des réalisations de chacune et de chacun. De ce point de vue, le rôle premier d'un recteur c'est de travailler à ce que la pluralité de la vie universitaire et la liberté d'expression qui l'accompagne soient au cœur de notre vie quotidienne et que l'UQAM demeure encore et toujours un lieu où la différence des idées et la complexité des enjeux sont examinées et débattues à la lumière de nos expertises. □

* Il était convenu que chaque candidat dispose d'un maximum de 2 700 mots pour répondre à l'ensemble des questions.



GÉRALD LAROSE // suite de la question 1

d'utilisation collective de son immense potentiel réside dans l'engagement profond de la communauté universitaire envers l'activité enseignement-recherche/création et son rayonnement.

Cela dit, le recteur est redevable, assurément! Mais il est redevable devant la communauté universitaire qui l'a désigné, par choix entre plusieurs candidatures de préférence! Bien au-delà du nécessaire processus démocratique, le recteur est redevable sur une base régulière devant les instances de l'UQAM. À cet égard, il doit faire preuve d'ouverture et de flexibilité, de leadership aussi, et donc avoir une pensée claire sur la direction à prendre.

Je dirai enfin que le recteur est le porte-parole de l'UQAM, ce qui devrait aller de soi, mais on sait que ce n'est pas toujours le cas. L'UQAM a été muette durant le mouvement étudiant alors que la plupart de ses composantes ont été très actives; elle a été muette alors que la CREPUQ a soutenu les propositions du gouvernement, entraînant les directions universitaires, y compris celle de l'UQAM, dans un faux consensus incompatible avec la paix sociale. Devant le dérapage qui menaçait, j'ai moi-même à cette occasion réuni des « personnalités » qui ont lancé un appel pressant au dialogue. Comme recteur de l'UQAM, je l'aurais fait encore plus tôt, parce que le gouvernement cherchait alors à instrumentaliser les directions universitaires en leur faisant miroiter des fruits qui d'ailleurs ne sont pas venus. □

2. Quelle est selon vous la mission spécifique de l'UQAM et comment comptez-vous obtenir un financement approprié par le ministère qui tienne compte de cette mission ?

GÉRALD LAROSE :

L'UQAM est née d'une volonté politique et populaire : une telle conjonction est plutôt rare! C'était au temps de la Révolution tranquille, et c'est à ce titre l'une de ses plus grandes réussites. Songeons-y un moment. Les couches sociales défavorisées, mais aussi la classe moyenne, les travailleuses et les travailleurs, les femmes en général, une proportion importante des gens ordinaires – qui constituent la base de toute société – n'avait pratiquement pas accès aux études supérieures. L'UQAM a d'abord répondu à ce besoin, on le sait.

Ce qu'on sait également, c'est qu'elle l'a fait avec des moyens modestes, dérisoires mêmes à ses débuts. C'est à force de bras, d'ardeur et de conviction que ses premiers artisans ont défié l'impossible. C'est une victoire historique, qui a amorcé un rattrapage qui a structuré le Québec autrement, en donnant accès ouvertement et massivement à l'université à ce qu'on a par la suite appelé les étudiantes, étudiants « de première génération », dont les parents n'avaient pu eux-mêmes fréquenter l'université et qui ont d'ailleurs consenti par leurs impôts à un financement de plus en plus public des universités québécoises. On leur doit ça! ▶ p.4

ROBERT PROULX :

La mission spécifique de l'UQAM, c'est de développer l'enseignement et la recherche au mieux en tenant compte de la responsabilité qu'elle a fait sienne d'intégrer la formation initiale et la formation continue, de soutenir les études à temps partiel, d'accueillir des personnes qui n'ont pas un parcours académique conventionnel, de répondre aux besoins de la grande région montréalaise et de développer les services à la collectivité et les partenariats qui en découlent.

Cette responsabilité est toujours la nôtre et de nouveaux défis se profilent : ouverture aux étudiantes et aux étudiants issus de l'immigration, mobilité accrue de nos étudiantes et de nos étudiants vers l'étranger et des étudiantes et étudiants internationaux vers l'UQAM, adaptation de notre programmation aux défis de l'internationalisation dans le cadre de nos priorités académiques, renforcement des liens avec les collèges, formations mettant à contribution les environnements numériques, etc.

S'occuper du financement de l'UQAM, c'est avant tout voir à son développement et créer des conditions pour que la grande université qu'elle est devenue soit encore plus solide. C'est sur



GÉRALD LAROSE // suite de la question 2

Dans cette aventure prometteuse, l'UQAM a rapidement précisé sa mission d'université généraliste, active dans tous les domaines du savoir et à tous les cycles d'études. Mais la société l'a aussi choisie comme lieu privilégié d'accès aux études supérieures, notamment le large segment de la population qui ne peut étudier à temps plein; on pense ici aux jeunes adultes, largement présents dans nos programmes. Des programmes qui sont les mêmes pour tout le monde, en présentant le moins de barrières possible à ces étudiantes, étudiants à temps partiel. Cela a un prix, mais cela n'est pas financé.

C'est là une part importante de la mission spécifique de l'UQAM, université francophone, populaire, urbaine et accessible, mais dont le financement d'une fréquentation particulière répondant à des besoins socialement impératifs n'est pas du tout pris en compte. Une formule de financement qui accorderait quelques points de base à cet aspect de la mission spécifique de l'UQAM, alors que cette formule reconnaît déjà certaines missions particulières à d'autres universités, cette formule de financement gagnerait en équité et corrigerait en partie notre sous-financement, ou mal-financement selon un nouveau langage utilisé.

C'est maintenant qu'il nous faut agir là-dessus; et sans plus attendre, car d'autres défis et d'autres pressions guettent les enveloppes de financement qu'on suggère de confronter à des indicateurs « internationaux » dans les milieux qui voient les études supérieures comme un marché à conquérir. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il faut mener le débat, et le combat, sur la finalité première de l'Université comme institution, comme outil collectif et comme patrimoine. J'ai indiqué que ce serait ma première priorité : convaincre l'opinion et la société québécoise puis les décideurs de redonner à l'Université son rang de priorité nationale, culturelle, sociale et économique. Rien de moins!

Le deuxième combat, celui d'un meilleur financement de l'UQAM, sera mieux reçu et d'autant plus conséquent si nous le menons dans la foulée du premier. Une enveloppe augmentée pourra faire une meilleure part à l'UQAM qu'une guerre de corridor à propos d'une enveloppe fermée. Mais ce combat pour l'UQAM sera rude, j'en suis convaincu et je m'y prépare. Selon mon habitude, je n'irai pas en solitaire et je ne commencerai pas par les officines. Ce qu'il faut, c'est une force de conviction collective qui émane de l'UQAM et se propage dans l'opinion avant de frapper à la porte des décideurs. Pareille séquence est nécessaire. Je me donne, je nous donne, trois ans maximum pour y arriver! □

ROBERT PROULX // suite de la question 2

cette base que le recteur intervient dans les réseaux habituels et sur la place publique pour faire progresser, dossier par dossier (et croyez-moi, il n'y en a pas qu'un), la qualité du financement de nos activités. Dans ce contexte, je rappelle l'approche que je privilégie et que j'ai déjà fait connaître :

- 1) travailler à la révision de la grille de financement des inscriptions étudiantes dans les programmes des diverses disciplines pour que celle-ci, adoptée en 2006, devienne plus équitable pour l'UQAM;
- 2) œuvrer à la reconnaissance publique de notre contribution à la vie collective afin de faire reconnaître les aspects spécifiques de la mission de l'UQAM et que lui soit accordé le soutien nécessaire;
- 3) consolider le développement des études de cycles supérieurs en lien avec celui de la recherche, puisque le mode de financement en vigueur vise à soutenir de tels développements;
- 4) mettre en œuvre sans tarder des mesures visant l'intensification et la diversification des stratégies de recrutement pour nos programmes en contexte de baisse démographique;
- 5) donner aux facultés les moyens d'aider leurs membres à profiter de tous les programmes de financement disponibles, notamment à l'international;
- 6) accompagner activement la Fondation dans ses efforts auprès des diplômés et de tous les donateurs. □



3. Quelle conception avez-vous de la collégialité qui doit prévaloir dans le fonctionnement des instances de l'UQAM ?

GÉRALD LAROSE :

Je ne suis pas de ceux qui s'approprient le discours de la collégialité mais pratiquent la gestion hiérarchique ! C'est certain qu'on peut quand même parler de collégialité à tous les niveaux quand on se met par ailleurs aux décisions dans une structure foncièrement pyramidale ou hiérarchique. Mais c'est là un écart de langage... La collégialité est un mode de gestion qui suppose la démocratie, et la gestion participative est un meilleur gage d'efficacité dans les organisations complexes que le modèle organisationnel d'entreprise classique. Le processus décisionnel est plus long, j'en conviens volontiers, mais cette méthode donne lieu à une meilleure compréhension et à une meilleure acceptation des décisions, surtout dans des périodes de changement et d'adaptation au changement.

L'UQAM savait faire tout ça à ses débuts ! Il y a bien eu, quand on relit son histoire, des tensions premières, mais ce sont les personnes présentes sur le terrain de l'enseignement et de la recherche, et pas seulement le corps professoral, qui ont façonné son modèle. Qui se rappelle que la présentation à l'Assemblée nationale du projet de loi qui fondait l'UQAM ? Le premier ministre et le ministre de l'Éducation de l'époque vantaient alors l'université « nouvelle », une université sans faculté !

Convenons que l'UQAM a évolué beaucoup, ne serait-ce que par la taille qu'elle avait atteint déjà il y a quinze ans, au moment de la création des facultés. Il y a eu des effets positifs dans la création des facultés. J'en vois principalement deux : une meilleure cohésion du champ épistémologique et l'effet identitaire qui en résulte. Mais on a du mal à s'entendre sur les pouvoirs, s'agissant des unités de base que sont les départements et les programmes : si la faculté doit « fédérer » leurs efforts, elle ne doit pas leur nier la part d'initiative ni censurer comme par le haut l'ardeur que doivent déployer les artisanes et les artisans, en particulier des profs, qui s'investissent dans la vie et le développement des programmes, ce qui a toujours fait la force des unités de base.

Il y a, je le vois, un problème de « compétences », ces attributs que l'on accorde à certains lieux de débats et de décisions plutôt qu'à d'autres. Des champs de compétences qui n'appartiennent pas à des individus mais bien à des instances. Du rectorat au comité de programme, en passant par le département et la faculté, personne n'a le « pouvoir » en soi, sinon l'instance qu'elle ou il représente. Voilà une notion qui semble s'être atténuée à l'UQAM, et voilà pourquoi je dis qu'il faut se reconnecter avec la collégialité.

Mais ce n'est pas qu'une question de personne ou de personnalité. C'est aussi une question de clarté. Si on demande aujourd'hui à une directrice ou à un directeur de programme ou de département, à une doyenne ou à un doyen et vice-doyenne ou doyen quels sont ses « pouvoirs », c'est-à-dire je l'espère, les pouvoirs de son « unité » ou de son instance, on constatera

ROBERT PROULX :

L'enjeu de la collégialité, c'est de permettre que le plus grand nombre d'étudiantes et d'étudiants, de professeures, professeurs, de personnes chargées de cours et de membres du personnel participent aux décisions et que cela se fasse dans la plus grande transparence.

À cet égard, il faut rappeler une des raisons majeures pour laquelle les professeures et les professeurs ont massivement désiré et appuyé la création des facultés et école après de multiples rapports sur le fonctionnement de l'UQAM. Les conseils académiques des facultés ont remplacé des sous-commissions centrales au fonctionnement très lourd et très bureaucratique placées sous la responsabilité de doyens qui n'étaient pas élus ni redevables aux unités académiques. Les gens de la base ne participaient pas aux décisions de ces entités centrales, le traitement des dossiers de modification et de création de programmes était très long et il était très difficile de faire valoir correctement les spécificités des champs d'étude. De plus, le traitement de la programmation du premier cycle, d'une part, et des cycles supérieurs de la recherche/création se faisait au sein d'entités différentes, ce qui était un obstacle à la cohérence, les départements œuvrant simultanément sur ces deux tableaux.

Dans le cadre facultaire qui a été mis en place, les unités de recherche, les assemblées départementales et les comités de programme (composés paritairement d'étudiantes et d'étudiants et de professeures, professeurs, accueillant des membres socio-économiques et s'adjoignant régulièrement des personnes chargées de cours) mettent de l'avant des projets qui sont débattus au sein d'une instance dédiée au développement du domaine général correspondant aux unités qui la composent. Y a-t-il place à amélioration ? Certes, et c'est la raison pour laquelle je m'engage à placer le Vice-rectorat à la vie académique au cœur de notre fonctionnement. En situant les autres vice-rectorats en appui à la vie académique, nous pouvons améliorer la coordination des services et rendre plus fluide le soutien au cheminement des dossiers académiques des unités de base vers la Commission des études. Cette décentralisation académique a été accompagnée d'une décentralisation des ressources qui doit se poursuivre afin que les doyennes et les doyens, de concert avec les unités académiques, identifient les priorités de développement et agissent en conséquence. □

GÉRALD LAROSE // suite de la question 3

vite qu'il y a empiétement, dédoublement et confusion, sans oublier la frustration ! C'est ce qu'il nous faut clarifier. Non pas dans un modèle unique, ou uniforme, les facultés peuvent être asymétriques jusqu'à un certain point, et elles le sont déjà ne serait-ce que par leur composition et leur taille.

Il y a là un chantier de discussion, de remise en discussion, puisqu'on sait bien qu'on en a fait un bon bout dans le passé. Mais la discussion, et son résultat, doit appartenir aux unités de base d'abord, aux profs et maîtres de langue dans les assemblées départementales, aux membres des comités de programme dans les comités de programme, en y associant le personnel et les personnes chargées de cours. Il faudra ensuite reparler des relations facultés-vice-rectorats, surtout en matière de « décentralisation », mais si c'est pour convenir que les facultés servent de paravent pour permettre aux vice-rectorats de « verrouiller » les unités de base, alors là, la discussion va être ardue !

Je voudrais aussi rappeler l'importance de la « deuxième ligne », et pas seulement de la collégialité mise à l'épreuve dans les relations entre la « première ligne », qui assume l'effort d'enseignement et de recherche et création propre à la finalité de l'établissement et la « troisième ligne », celle de la direction, certes dotée de responsabilités majeures, au premier chef le leadership !

La « deuxième ligne » n'a pas de finalité autonome, et ne doit pas servir à inverser les rapports de soutien à la « première ligne ». Ce sont les services, et les personnes qui y travaillent tous les jours. Elles ont droit non seulement à notre considération, mais doivent prendre part au dialogue si l'on veut la meilleure adéquation possible aux besoins de la « première ligne ». J'ai l'expérience de ces chantiers, puisque j'ai l'expérience des organisations complexes. Et je sais aussi qu'il faut « professionnaliser », ce qui veut dire bien outiller la « deuxième ligne », qui est souvent appelée à évoluer rapidement en fonction de besoins nouveaux ou changeants. □

4. Quelles mesures comptez-vous mettre en place pour attirer et retenir de nouvelles professeures, nouveaux professeurs et maîtres de langues ?

GÉRALD LAROSE :

Notre première stratégie, et ça dépasse largement le recrutement des profs et maîtres de langue, c'est de rendre l'UQAM « irrésistible », comme je l'ai dit dans cette campagne à propos de l'Université du XXI^e siècle. Quelle soit la plus pertinente possible au regard des besoins de la société, et que ça se sache ! La plus accueillante et la plus ouverte, que nos programmes soient attrayants et novateurs, que nos étudiantes et nos étudiants s'y reconnaissent et le disent ! On doit stimuler l'ensemble, tout autant que chacune de ces composantes, si l'on souhaite rayonner largement.

ROBERT PROULX :

Le soutien à la carrière professorale est l'aspect fondamental à considérer dans la réponse à cette question. Au moment de l'accueil, il faut non seulement continuer à offrir des dégrèvements permettant de soutenir le démarrage en recherche, mais il faut également trouver le moyen de limiter les tâches de service à la collectivité, directions de programmes ou autres, qui sont difficiles à assumer alors même que l'on tente de jeter les bases d'une carrière en recherche. Par ailleurs, ce n'est pas seulement en début de carrière qu'il faut soutenir les gens, mais aux différentes étapes de leur carrière, là où se posent des



GÉRALD LAROSE // suite de la question 4

La réputation de l'UQAM est déjà là : qui ignore que le brassage d'idées a cours dans nos murs, au croisement en plein centre urbain des courants de pensée qui agitent les acteurs sociaux ? Qui voudrait se mettre à l'abri de cette richesse, au contraire ! Il faut, tel un catalyseur, recevoir ces intrants sociaux et les confronter à nos savoirs. Il me semble que des jeunes profs peuvent y trouver leur compte en début de carrière. Nous en avons d'ailleurs eu la preuve en 2009, alors que le corps professoral en entier, toutes générations confondues, a lutté d'un seul bloc pour la relance de l'UQAM ! Et les embauches récentes démontrent bien qu'on ne vient pas à l'UQAM pour « pantoufler », aujourd'hui pas plus qu'hier.

Pour ce qui est des salaires, ça n'est pas normal ni acceptable que le corps professoral de l'UQAM accuse un retard sur la rémunération octroyée dans les autres universités. Personne n'aime être dernier de classe ! On peut comprendre que le « rattrapage » n'ait pu être effectué entièrement au moment de la grève en 2009. Mais après la « parité avec Trois-Rivières », atteinte avec un an de retard, voilà qu'on viserait à atteindre la parité avec Chicoutimi... Ce n'est pas vrai qu'il faudrait se taper un autre conflit pour y arriver !

J'ai dit et répété, durant cette campagne, que j'engagerais très tôt une lutte épique pour doter l'UQAM d'un financement adéquat. C'est sûr que les gains de cette lutte doivent être réinjectés dans sa fonction première d'enseignement-recherche et création. Cela vaut le soutien matériel à nos activités quotidiennes, un accroissement encore nécessaire (notre déficit était de 300 profs, nous ne sommes qu'à la moitié) du corps professoral, et des conditions salariales et de travail comparables, à défaut d'être « concurrentielles ».

J'ajoute un dernier point : il nous faut soutenir l'activité de démarrage en recherche des jeunes profs dès leur arrivée. Déjà, l'UQAM offre des dégrèvements dits d'insertion. Mais il faut leur adjoindre d'office un fonds de démarrage; en ce moment, on offre un choix entre un dégrèvement et son équivalent en fonds de recherche. C'est bien là le propre de la rareté des ressources, et c'est un choix pervers parce qu'il tue le bénéfice escompté en opposant deux nécessités de base, le temps et l'argent. Je n'accepte pas ce genre d'alternative réductrice de l'effort institutionnel...

Je dirai une dernière chose : la collégialité est elle-même un facteur d'attraction ! La carrière professorale est beaucoup faite d'individualité dans l'effort, de convergence et de complicité dans la recherche, d'engagement et de dévouement dans l'enseignement. On sait que des jeunes profs viennent chez nous plutôt qu'ailleurs parce qu'à l'UQAM elles et ils auront voix au chapitre dans leur quotidien, leur tâche professorale, leur développement de carrière et une prise réelle sur les décisions qui affectent la conduite des programmes et la vie départementale. C'est une particularité « attractive » et qui ne s'achète pas : on se l'est donnée, et on se doit de la préserver ! □

ROBERT PROULX // suite de la question 4

défis différents. Au-delà de la modulation de la tâche, il faut améliorer les mesures correspondant aux choix qui sont faits par les personnes avec l'appui de leur assemblée départementale afin qu'elles puissent atteindre leurs objectifs et contribuer au développement académique de l'université.

Un deuxième élément consiste à améliorer les communications entre la direction et la communauté, puisque le climat de travail est un élément à considérer. Nombre de personnes soulignent les avantages que présente le fonctionnement collégial de l'UQAM et le respect des choix de carrière qu'il permet. Cette collégialité, comme je le mentionnais précédemment, doit être mise en valeur afin que la contribution de tous soit facilitée et reconnue.

Finalement, le développement académique demeure l'élément clé de notre environnement de travail. Poursuivre nos efforts dans la consolidation de la programmation, de la recherche et de la création, améliorer le soutien financier aux étudiantes et aux étudiants, travailler à l'amélioration des services en soutenant le personnel – toutes ces choses sont nécessaires afin de maintenir et faire connaître le dynamisme et l'esprit d'innovation qui nous caractérisent et faire de l'UQAM le premier choix des étudiantes et des étudiants de la région de Montréal. □

AVIS DE SCRUTIN POUR LA DÉSIGNATION DU RECTEUR

Du 29 octobre au 5 novembre

Votez

www.uqam.omnivox.ca



Gérald Larose

www.geraldlarose.rectorat2012.uqam.ca



Robert Proulx

www.robertproulx.rectorat2012.uqam.ca

291
26 octobre 2012

SPUQ-INFO, UQAM
BUREAU A-R050
C.P. 8888, SUCCURSALE CENTRE-
VILLE
MONTRÉAL, QUÉBEC, H3C 3P8

TÉLÉPHONE : (514) 987-6198
TÉLÉCOPIEUR : (514) 987-3014
COURRIEL : spuq@uqam.ca

SITE INTERNET :
<http://www.spuq.uqam.ca>

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO//
Gérald Larose
Robert Proulx



BULLETIN DE LIAISON DU SYNDICAT DES PROFESSEURS ET PROFESSEURES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL